

# L'extrême droite anglaise derrière les émeutes

Au Royaume-Uni, des cortèges antimigrants se heurtent à la police depuis une semaine

LONDRES - correspondance

Lorsque Jesse Clarke a entendu que trois fillettes avaient été tuées lors d'une attaque au couteau, à Southport, lundi 29 juillet, son sang n'a fait qu'un tour. « J'ai une nièce du même âge, raconte ce boxeur de 29 ans, contacté par téléphone, qui vit à Hemel Hempstead, au nord de Londres. J'étais triste, mais surtout en colère. » Peu après, il voit passer une vidéo sur X postée par un blogueur qui affirme que l'auteur est un réfugié syrien. « La majorité des attentats terroristes dans ce pays sont commis par des musulmans, s'empare-t-il. Nous accueillons des milliers de réfugiés sans rien savoir d'eux. La plupart ne respectent pas nos valeurs, ni notre culture britannique. » Sa colère l'a amené à descendre dans la rue aux côtés d'autres membres de l'extrême droite et il reste mobilisé avant un nouveau week-end de contestation.

Jeudi, les forces de l'ordre ont révélé que le tueur était un adolescent de 17 ans né à Cardiff, au Pays de Galles, d'une famille originaire du Rwanda. Lundi, il a attaqué au couteau 13 participants d'un camp de danse, tuant trois fillettes âgées de 6 à 9 ans. Huit autres enfants et deux adultes ont été blessés. Il a été inculpé pour meurtres.

Dès lundi, des rumeurs ont commencé à circuler en ligne sur son identité. Un compte appelé Europe Invasion a posté sur X que le suspect était « un immigré musulman », obtenant 6,8 millions de vues. Le portail Channel3 Now, consacré aux nouvelles sensationnalistes, a publié un article affir-

mant que l'auteur des meurtres était un demandeur d'asile arrivé sur les côtes britanniques en 2023. La police a aussitôt démenti l'information mais elle avait déjà été reprise par une nébuleuse de sites et de comptes sur X et TikTok affiliés à la droite populiste. Mardi, des appels à manifester ont commencé à circuler, menant à un rassemblement dans la soirée à Southport au cours duquel des véhicules ont été incendiés, une cinquantaine de policiers ont été blessés et une mosquée a été attaquée à coups de briques.

Mercredi, l'appel était étendu à d'autres villes. Sans hésiter, Jesse Clarke grimpe dans un train et rejoint une manifestation organisée par Danny Tommo, un militant chrétien comptant plus de 30 000 abonnés sur X, devant Downing Street, à Londres. Au début, le rassemblement est pacifique mais la tension monte rapidement. « Nous voulons récupérer notre pays! Anglais jusqu'à la mort! », crient les protestataires munis de drapeaux frappés de la croix rouge de saint George. Plusieurs hommes masqués se mettent à jeter des bouteilles et d'autres projectiles sur la police.

Au même moment, des manifestations enflamment Manchester, Hartlepool (dans le nord du pays), et Aldershot (au sud-ouest de Londres). Plus de 100 personnes sont arrêtées, dont Jesse Clarke. « Ils m'ont détenu durant deux heures », glisse le jeune homme. Il dénonce « un système policier à deux vitesses qui s'en prend aux patriotes britanniques mais laisse les migrants commettre des violences en toute impunité ».

**Une personne soutenant Tommy Robinson, fondateur de l'English Defence League, lors d'un rassemblement, à Londres, samedi 27 juillet.**

HENRY NICHOLLS/AFP



Vendredi soir, Sunderland s'est embrasée à son tour. Des protestataires ont mis le feu à un poste de police et se sont heurtés avec violence aux forces de l'ordre.

**Posture ultra-patriotique**

Jesse Clarke n'a pas toujours eu des vues extrémistes. « J'ai vécu mon grand réveil politique à l'âge de 24 ans, relate le jeune homme. Cela a commencé avec Donald Trump, puis avec Tommy Robinson [le fondateur du mouvement d'extrême droite English Defence League, EDL] et Nigel Farage [le dirigeant du parti populiste Reform UK]. Je me suis rendu compte que tout ce qu'ils disaient était vrai. »

La police a attribué les émeutes des derniers jours à l'EDL, une organisation pourtant « défunte depuis une dizaine d'années », selon Paul Jackson, un spécialiste de la droite radicale à l'université de Northampton. Fondé à Luton (au nord de Londres) en 2009, le mouvement comptait environ 25 000 activistes à son apogée, recrutés dans la classe ouvrière blanche et les supporters de football.

Il a multiplié les manifestations, certaines caractérisées par la violence. Son message était centré sur l'islam, perçu comme une menace contre l'identité et le mode de vie britannique, combiné à une posture ultra-patriotique et à une

critique des élites politiques, selon l'expert. L'EDL a entamé un lent déclin en 2012 lorsque Tommy Robinson – de son vrai nom Stephen Yaxley-Lennon – a été incarcéré, puis a décidé de quitter le mouvement, devenu trop radical à son goût. Il a mué, se transformant en une confédération d'activistes, d'influenceurs et de groupuscules comme Patriotic Alternative, Britain First ou National, qui interagissent essentiellement en ligne.

Parmi ses figures les plus influentes figurent le masculiniste Andrew Tate, le présentateur de la chaîne de TV populiste GB News Adam Brooks, et Tommy Robinson « qui reste une figure centrale

**« L'extrême droite a fait des migrants traversant la Manche son cheval de bataille »**

PAUL JACKSON  
universitaire

au sein du mouvement », indique Paul Jackson. Samedi 27 juillet, avant le fait divers de Southport, 6 000 manifestants sont descendus dans la rue à son appel pour s'opposer à une marche antiraciste. Lors des émeutes, les participants ont entonné des chants de soutien à « Tommy ».

Cet homme de 41 ans est en fuite après avoir quitté le Royaume-Uni, dimanche 28 juillet, pour éviter de comparaître devant la justice. Il est accusé de diffamation envers un demandeur d'asile syrien qu'il a fait figurer dans un documentaire. Ces derniers jours, il a posté incessamment sur X, relayant les détails des manifestations à ses 815 000 followers. Dans une vidéo, il s'adresse directement aux autorités en hurlant : « Vous avez laissé entrer dans nos villes des gens qui violent nos femmes et tuent nos enfants. Vous avez ouvert nos frontières, vous avez mis notre pays en danger. La colère des jeunes hommes que nous avons vus dans la rue est justifiée. Ils doivent défendre leurs familles. »

« Récemment, l'extrême droite a fait des migrants traversant la Manche son cheval de bataille », note Paul Jackson. Elle a pris les rumeurs sur l'attaquant de Southport comme une confirmation de ses craintes.

Jeudi, le premier ministre, Keir Starmer, a promis de ne pas laisser « la peur se transformer en division et en haine » et de « tout faire » pour maintenir l'ordre et assurer la sécurité des musulmans. Il a annoncé la création d'une unité spéciale de la police contre les émeutiers qui s'inspirera des mesures prises contre le hooliganisme et fera usage de caméras de reconnaissance faciale. Mais le retour au calme se fera attendre : plus de vingt rassemblements étaient prévus ce week-end. ■

JULIE ZAUGG

# La difficile quête de la parité dans les institutions européennes

Même si deux femmes restent à la tête de la Commission et du Parlement, la féminisation des postes d'influence semble encore limitée

BRUXELLES - bureau européen

Les têtes d'affiche des institutions européennes sont souvent des femmes. Les nominations qui y ont été faites dans la foulée des élections européennes du 9 juin leur font en effet honneur. L'Allemande Ursula von der Leyen a été reconduite à la présidence de la Commission et la Maltaise Roberta Metsola à celle du Parlement européen.

Au 1<sup>er</sup> décembre, l'Estonienne Kaja Kallas remplacera l'Espagnol Josep Borrell au poste de haut représentant aux affaires étrangères de l'Union européenne (UE) et de vice-président de la Commission. Seul le Conseil européen, qui réunit les vingt-sept chefs d'Etat et de gouvernement, reste aux mains d'un homme : le Portugais Antonio Costa y succédera, le 1<sup>er</sup> décembre, au Belge Charles Michel.

L'UE poursuit ici une politique de féminisation de ses dirigeants engagée il y a plusieurs années. Ursula von der Leyen et Roberta Metsola attaquent leur second mandat, quand la Française Christine Lagarde préside la Banque centrale européenne depuis novembre 2019. En décembre 2023, les Vingt-Sept ont aussi nommé l'Espagnole Nadia Calvino à la tête de la Banque européenne d'investissement.

Mais cette présence des femmes aux plus hauts postes des institutions communautaires ne signifie pas qu'aux échelons inférieurs elles soient bien représentées.

A la Commission, où chaque Etat membre doit envoyer un commissaire, Ursula von der Leyen avait réussi, en 2019, à construire un collège paritaire. Pour le cru 2024, les choses pourraient être plus compliquées et l'ex-ministre d'Angela Merkel n'y est pas pour rien. Comme en 2019, elle demande certes aux chefs d'Etat et de gouvernement européens de lui proposer deux noms – un de chaque genre – mais, en faisant une exception pour ceux qui souhaitent voir reconduire leur commissaire en place, elle réduit la portée de cette instruction.

Il se trouve que, hormis la Croate Dubravka Suica, ceux dont on sait déjà qu'ils postulent à un second mandat sont tous des hommes : le Slovaque Maros Sefcovic, le Letton Valdis Dombrovskis, le Néerlandais Wopke Hoekstra, le Français Thierry Breton, le Hongrois Oliver Varhelyi. Quant aux autres capitales, à ce stade, aucune ne joue le jeu des deux noms, et elles privilégient largement les candidatures masculines. A trois exceptions près – l'Espagne présente sa ministre de la transition écologique, Teresa Ribera, la Suède sa ministre

**Sur les 24 commissions du Parlement européen, les femmes n'occupent que 9 présidences**

des affaires européennes, Jesika Roswall, et la Finlande l'eurodéputée Henna Virkkunen –, elles ont toutes décidé d'envoyer un homme à Bruxelles.

Jeudi 1<sup>er</sup> août, la Grèce a annoncé que ce serait Apostolos Tzitzikostas, actuel gouverneur de la région de Macédoine centrale. La veille, l'Autriche choisissait son ministre des finances, Magnus Brunner. Avant eux, la Slovaquie avait désigné l'ex-président de la Cour des comptes Tomaz Vesel ; l'Irlande son ministre des finances, Michael McGrath ; la République tchèque, peut se faire du souci. Les Européens sont exaspérés des provocations à répétition du premier ministre hongrois, Viktor Orban, qui n'hésite pas à rendre visite au président russe, Vladimir Poutine, au Chinois Xi Jinping et au candidat à la Maison Blanche Donald Trump. Quant aux eurodéputés qui

étaient déjà élus sous la législature précédente, ils se souviennent que le commissaire hongrois les avait traités d'« idiots » en février 2023.

Au Parlement européen, les femmes ont pâti du scrutin de juin. Pour la première fois depuis quarante-cinq ans que les citoyens y élisent leurs représentants au scrutin universel direct, elles ont perdu du terrain : elles représentent désormais 38,6 % des eurodéputés, contre 39,8 % en 2019. Le recul n'est pas massif, mais la symbolique est là. Comme d'habitude, Les Libéraux et la gauche de l'hémicycle font mieux que la moyenne, quand la droite et l'extrême droite font moins bien.

En 2024, les droites ont étoffé leurs rangs, renforçant leur poids dans cette équation. D'autant que les nationalistes du groupe des Conservateurs et réformistes européens ont renforcé la supériorité numérique des hommes : depuis le 9 juin, la part des femmes y est passée de 30,5 % à 21,8 %. Au sein de sa première délégation – Fratelli d'Italia, le parti post-fasciste de la présidente du conseil italien, Giorgia Meloni –, elles ne sont que cinq sur un bataillon de vingt-quatre eurodéputés.

Certes, le groupe d'extrême droite Les Patriotes est plus soucieux de la place des femmes puisqu'elles y représentent 40,5 % des

élués et près de la moitié des eurodéputés – quatorze sur trente – de sa principale formation, le Rassemblement national. Mais cela n'a pas changé la donne.

Inférieures en nombre au sein de l'hémicycle, les femmes ne parviennent pas non plus à s'y imposer aux postes d'influence. Elles n'occupent que neuf présidences des vingt-quatre commissions du Parlement européen. On les trouve en masse dans les commissions des droits des femmes, de l'emploi et des affaires sociales ou de la culture, quand elles se font plus rares – moins de 30 % des effectifs – dans celles des affaires étrangères, des affaires constitutionnelles ou des affaires économiques et monétaires.

Cet état de fait n'est pas nouveau et Roberta Metsola, issue des rangs chrétiens-démocrates du Parti populaire européen, aurait pu, durant son premier mandat, tenter d'y remédier. Mais elle n'a pas jugé utile de le faire. Reste le Conseil européen, où les femmes sont quasi inexistantes. Sur vingt-sept chefs d'Etat et de gouvernement, elles ne sont que trois : la Danoise Mette Frederiksen, l'Italienne Giorgia Meloni et la Lettone Evika Silina. Il est peu probable qu'elles puissent faire avancer cette cause dans les institutions. ■

VIRGINIE MALINGRE